

## Retraites : Asselineau appelle à manifester le 5 décembre contre l'Union européenne.

# COMMUNIQUÉ

27/11/19

Retraites : Asselineau appelle à manifester le 5 décembre contre l'Union européenne.



Communiqué de presse - 27 novembre 2019 - 14h30

François Asselineau et l'Union populaire républicaine (UPR) appellent les Français à manifester collectivement et unitairement le jeudi 5 décembre 2019 pour défendre les retraites que le gouvernement a l'intention de diminuer drastiquement pour l'ensemble des catégories professionnelles à la demande de la Commission européenne.

### 1 - L'appauvrissement des Français va encore s'accélérer!

Selon les [estimations d'un collectif d'experts](#) fondées sur 3 cas types, et reprises notamment par Le Parisien, la réforme Delevoye provoquera une baisse des pensions de l'ordre de 15% à 23% :

- un salarié non cadre du privé verra une baisse de 23% de sa pension (qui représente aujourd'hui 72,5% de son dernier salaire, et qui ne représentera plus que 55,8% après réforme) ;
- un fonctionnaire de catégorie B verra une baisse de 15% de sa pension (qui représente aujourd'hui 64,1% de son

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
dernier salaire, et qui ne représentera plus que 54,4% après réforme) ;

- un employé au SMIC verra une baisse de 21% de sa pension (qui représente aujourd'hui 81,6% de son dernier salaire, et qui ne représentera plus que 64,8% après réforme)

(Source :

<http://www.leparisien.fr/economie/retraites/reforme-des-retraites-pour-un-collectif-d-experts-tout-le-monde-sera-perdant-04-09-2019-8145708.php> )

--

Non seulement la réforme Delevoye va donc massivement paupériser et précariser les retraités, mais elle va, en outre, miner la confiance des Français dans leur système d'assurance-vieillesse dont toute l'efficacité est justement de garantir un revenu digne aux retraités, quelle qu'ait pu être leur carrière.

Elle aura également un effet récessif sur l'économie, puisqu'elle entraînera une diminution de la consommation des retraités qui est généralement élevée.

## **2 - La réforme Delevoye n'est que l'application des "GOPÉ" fixées par la Commission européenne en application des traités européens.**

Contrairement à ce qu'affirme la prétendue « opposition », FI et RN en tête, la « réforme » - comprendre : le saccage – des retraites n'est pas une idée de Macron et de Philippe mais une exigence de la Commission européenne.

Elle est formulée depuis plusieurs années dans les rapports annuels des « Grandes orientations des politiques économiques » (GOPÉ) en application de l'article 121 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dont le but prétendu est d'assurer la viabilité de l'euro à long terme en imposant des mesures de "convergence économique" entre les États membres.

Les GOPÉ publiées en 2018 précisaient en particulier que « l'alignement de différents régimes de retraite des secteurs public et privé réduirait de plus de 5 milliards d'euros les dépenses publiques à l'horizon 2022 » et préconisaient en conséquence d'« uniformiser progressivement les règles des différents régimes de retraite ». (Source : <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2018/FR/COM-2018-409-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF> )

Cette recommandation a été reprise à l'identique dans les GOPÉ pour 2019 et 2020 où il est également indiqué que « la réforme prévue du système de retraite pourrait aider à alléger la dette publique ».

( Source : [https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file\\_import/2019-european-semester-country-specific-recommendation-commission-recommendation-france\\_fr.pdf](https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/file_import/2019-european-semester-country-specific-recommendation-commission-recommendation-france_fr.pdf) )

**Le 5 décembre, c'est donc moins contre Macron et Delevoye - qui ne sont que des exécutants - que contre l'Union européenne que les Français devront défilier. Car c'est bel et bien l'appartenance de la France à cette structure tyrannique qui entraîne les Français dans la spirale de l'appauvrissement sans fin et de l'austérité.**

**Les GOPÉ nous imposent des décisions iniques, scandaleuses, et inefficaces.**

Il est par ailleurs important de noter que :

### **1)- l'existence d'une pluralité de régimes de retraites n'est pas, en soi, problématique.**

Il est compréhensible que les catégories professionnelles qui se sont constituées un fonds de retraite au fil des années (avocats par exemple) refusent d'en être spoliées purement et simplement par le gouvernement. (Lire :

<https://www.upr.fr/actualite/les-professions-liberales-nouvelles-victimes-des-politiques-dausterite-lexemple-des-avocats/> )

D'autres catégories bénéficient d'un calcul de retraite plus avantageux que le régime général pour tenir compte de la modicité de la grille des salaires au cours de la carrière ou de la pénibilité.

Ces régimes sont souvent la résultante de consensus sociaux hérités de l'histoire et de luttes qui compensent des contraintes ou des désavantages pendant la vie professionnelle.

### **2)- les régimes de retraites vraiment scandaleux sont laissés de côté par la réforme Delevoye.**

Par exemple : celui des très hauts fonctionnaires européens qui peuvent liquider leur pension de retraite après seulement 16 années d'activité, et ce sans avoir cotisé puisqu'elle leur est versée directement par les États.

Autre exemple : celui des députés français qui n'ont besoin que de 31 annuités de cotisations pour avoir une retraite à taux plein contre 43 pour des salariés nés après 1973. (Source : <https://www.capital.fr/economie-politique/legislatives-la-retraite-en-or-des-deputes-battus-1233161> )

**L'UPR demande à ce propos au gouvernement d'aligner les retraites de nababs des hauts fonctionnaires européens et des députés français sur le régime général.**

### **3)- les vraies solutions sont ailleurs**

**Le financement pérenne des retraites peut être assuré :**

- en reconstruisant une politique de la famille digne de ce nom,

- et en remettant la France sur le chemin de la croissance grâce au Frexit et à la sortie de l'euro. Cela engendrera une relocalisation d'activités agricoles, industrielles et de services en France et fera baisser le chômage, et donc augmentera le nombre de cotisants et les cotisations.

**Le maintien de la France dans l'Union européenne et dans l'euro ne peut, *a contrario*, que conduire au démantèlement de notre système de retraites, à plus ou moins brève échéance.**

